

Lettre Ouverte aux Représentants de la Communauté Internationale

Le cheminement de la Tunisie vers la démocratie a été dévoyé et a besoin d'un changement de cap radical

Rakia Moalla-Fetini, citoyenne Tunisienne

Considérant les analyses incomplètes ou erronées qui conduisent des médias occidentaux à continuer à célébrer la réussite du "Printemps arabe" en Tunisie, je me permets de vous adresser ce courrier qui plaide pour des orientations politiques plus avisées susceptibles de mieux servir les intérêts du peuple tunisien, mais aussi ceux des autres peuples du village planétaire qui est le nôtre. *Le début de la solution de la crise ne peut venir qu'en dehors de la légitimité d'un système opportuniste et malavisé, adopté dans le chaos qui a suivi la révolte populaire en 2011.*

Les inquiétudes exprimées par divers médias occidentaux au sujet des derniers événements en Tunisie sont tout à fait compréhensibles. Le fait qu'un président limoge le chef du gouvernement et gèle les activités du parlement – en invoquant un article de la constitution qui ne l'autorise à agir ainsi qu'avec l'assentiment de ces deux derniers – peut paraître inquiétant. Vu de loin, ça ressemble à un retour à l'autocratie et à tuer dans l'œuf la jeune pousse de la démocratie en Tunisie, tant vantée dans le reste du monde. Mais du point de vue de la majorité des Tunisiens, la réalité est tout autre. Pour eux, ce qui a été nommé Printemps Arabe, le changement politique après la chute du régime du président Ben Ali en 2011, s'est transformé en un hiver sibérien causant une régression profonde au niveau économique, social et culturel.

À la différence des démocraties occidentales, qui ont mis des siècles pour instaurer des systèmes politiques basés sur le multipartisme, la Tunisie a été gouvernée par un parti unique, depuis son indépendance en 1956 jusqu'à l'éviction de Ben Ali. De nombreux partis insignifiants et sans base populaire sont apparus puis disparus, à l'exception du Mouvement de la Tendance Islamique, fondé en 1981 et interdit dix ans plus tard comme faction à but essentiellement théocratique. Ainsi la chute du régime de Ben Ali a-t-elle causé un vide abyssal qui, cependant, fut vite comblé, suite au retour d'exil des leaders du Mouvement Islamique et de la légalisation et de leur parti sous le nom d'Ennahda. Profitant du chaos et de la confusion régnant à cette époque, ils ont tout de suite—et avec l'appui de toute la classe politique--dissous l'ancien parti au pouvoir, le seul parti qui aurait pu défier leur montée en puissance. Ils réussirent, ainsi, à avoir la majorité relative au sein de l'Assemblée Constituante. Ils ont mis cela à profit pour adopter une nouvelle constitution, qui a aboli le régime présidentiel et l'a remplacé par un régime parlementaire. Ce changement de régime politique s'est révélé décisif et désastreux. Dans leur colère contre les abus du président Ben Ali, les Tunisiens ont été induit dans l'erreur de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Depuis l'adoption de la nouvelle constitution en 2014, le pays a été dirigé par des coalitions gouvernementales éphémères, faibles et instables. Ces gouvernements ont été formés par Ennahda et une poignée de petits partis constitués à la hâte. Ils n'avaient ni vision commune ni surtout un programme pour accélérer la croissance économique tout en préservant la stabilité financière dont le pays avait joui depuis plus d'un quart de siècle. Au lieu de cela, le népotisme, la corruption, la mauvaise gouvernance et l'incompétence pure et simple, démontrés par Ennahda et ses partenaires de coalition ont eu des conséquences économiques désastreuses : les taux de 4 à 5% de croissance de la décennie précédente ont chuté à 1- 2%, le déficit structurel en création d'emploi s'est creusé davantage, le niveau de vie (mesuré en revenu par habitant en dollars US) a baissé de près de 20%. Les déficits faramineux du budget de l'État et de la balance commerciale ont été financés par des emprunts extérieurs, ce qui a doublé la dette extérieure à près de 100% du revenu national. Aujourd'hui, le pays risque de n'avoir d'autre choix que de s'adresser au Club de Paris pour demander la restructuration de sa dette.

Les dommages ne s'arrêtent pas là : le pays qui jouissait d'une grande sécurité et s'enorgueillissait de cultiver la tolérance et l'ouverture au monde, est témoin de la propagation de l'idéologie fondamentaliste islamique et de la prolifération des actes terroristes. Le contingent des Tunisiens combattant au sein de Daech en Syrie est le troisième en nombre. Plusieurs de ces terroristes sont retournés en Tunisie. Leur réinsertion, sans procès, dans la société tunisienne présente un risque sécuritaire majeur. Plusieurs actes terroristes abominables en Europe ont été perpétrés par des Tunisiens. Aucun des auteurs des nombreuses attaques terroristes sur le sol tunisien n'a été poursuivi en justice.

En accordant de larges prêts aussi bien multilatéraux que bilatéraux, la communauté internationale a soutenu ce qu'elle a cru être un modèle de transition vers la démocratie. Hélas, elle n'a fait qu'hypothéquer l'avenir des générations futures de Tunisiens pour financer la prodigalité fiscale et la délinquance politique. Elle a, en fait, continué à accorder des prêts, malgré la dégradation continue de la note de souveraineté de la Tunisie. Depuis 2011, l'agence Moody n'a pas cessé de dégrader la note de la Tunisie—de Baa2 en 2010 à B3, aujourd'hui—et l'agence Fitch en a fait de même.

La communauté internationale ferait bien de reconnaître que le cheminement de la Tunisie sur la voie de la démocratie a été dévoyé. Elle devrait cesser de prendre fait et cause pour la nouvelle constitution tunisienne, et pour les institutions qui en émanent. *Le début de la solution ne peut venir qu'en dehors de la légitimité d'un système opportuniste et malavisé, adopté dans le chaos qui a suivi la révolte populaire en 2011.* La Tunisie doit retourner à un régime présidentiel qui tienne compte de la réalité de son développement politique et économique actuel. L'exécutif doit être dans les mains d'un président qui serait seul redevable de la mise en œuvre d'une stratégie de développement qui rétablirait la solvabilité des comptes publics et augmenterait la capacité de l'économie à créer des emplois offrant à tous les citoyens la possibilité d'une vie digne. Avec des

mécanismes de freins et de contrepoids institutionnels renforcés, un régime présidentiel serait le meilleur pari pour la Tunisie aujourd'hui.